

Les gouvernements irlandais et néerlandais rejoignent la Suède en se prononçant pour le droit d'appeler au BDS

Comité national palestinien du BDS – 28 mai 2016

– Le ministre des Affaires étrangères néerlandais dit que le BDS « *est protégé par la liberté d'expression* ».

– Le ministre des Affaires étrangères irlandais dit que le BDS est un « *point de vue politique qu'on est en droit d'avoir* », et que son ministère exerce une surveillance sur la répression d'Israël à l'encontre du cofondateur du mouvement BDS, Omar Barghouti.

– 352 organismes européens sont intervenues auprès de l'Union européenne pour qu'elle soutienne le droit au boycott.

– 23 000 personnes ont lancé un appel aux Nations-Unies sur #RightToBoycott

Les gouvernements néerlandais et irlandais ont déclaré publiquement que les appels au boycott d'Israël sont légitimes, avec le ministre des Affaires étrangères néerlandais qui affirme que défendre et mener campagne pour les droits des Palestiniens au moyen du mouvement non violent de Boycott, Désinvestissement et Sanctions contre Israël, sont « *protégés par la liberté d'expression* ».

Ces déclarations ont porté un sérieux coup à la guerre de répression incessante d'Israël qui a conduit les gouvernements du Royaume-Uni, de France, du Canada ainsi que des législatures d'État aux USA, à introduire des législations antidémocratiques et à prendre d'autres mesures répressives

afin de saper le mouvement BDS. Israël a également reconnu qu'il utilisait ses services de renseignements pour espionner des militants BDS à l'étranger.

Le ministre des A.E. irlandais, Charles Flanagan, répondant à une question posée par un parlementaire, le député Paul Murphy, à propos des attaques d'Israël contre le mouvement, a dit que le BDS n'est pas soutenu par le gouvernement irlandais, mais que c'est « *un point de vue politique qu'on est en droit d'avoir* ».

En réponse à une question concernant l'interdiction de voyager d'Israël et ses tentatives pour révoquer le droit à résidence du cofondateur du mouvement BDS et défenseur des droits humains, Omar Barghouti, Flanagan a déclaré que le ministère des A.E. irlandais « *surveillera les développements en cours* » et, « *Je ne suis pas d'accord avec les tentatives de diabolisation de ceux qui défendent cette politique (BDS)* ». Le Congrès des syndicats irlandais a demandé au gouvernement irlandais de faire pression sur Israël pour que celui-ci respecte les droits des défenseurs des droits humains palestiniens.

Israël a imposé une interdiction de voyager à Omar Barghouti, qui vit à Acre dans ce qui est actuellement Israël avec sa famille, et paraît impatient de révoquer son droit à résidence pour le punir de son plaidoyer en faveur du BDS.

En réponse à une question similaire du député Vert de gauche, Rik Grashoff, le ministre des A.E néerlandais, Bert Koenders, a affirmé que les « *déclarations ou les rencontres concernant le BDS sont protégées par la liberté d'expression et la liberté de se réunir, telles que consacrées par la Constitution néerlandaise et la Convention européenne des droits de l'homme* ».

Révélaient qu'Israël soulève régulièrement la question du BDS lors de ses rencontres bilatérales avec le gouvernement

néerlandais, Koenders a réitéré l'opposition de son gouvernement au boycott d'Israël, mais il a insisté que de « *donner son aval au BDS relève de la liberté d'expression* ».

Riya Hassan, coordinatrice de l'Europe pour la Comité national palestinien du BDS (BNC), la plus large coalition de la société civile palestinienne, qui conduit le mouvement BDS mondial, a déclaré :

« Avec les Pays-Bas et l'Irlande qui rejoignent la Suède dans le soutien du droit de défendre et de mener campagne pour les droits palestiniens tels que stipulés dans la législation internationale au moyen du BDS, la tentative d'Israël de faire déclarer illégal le BDS en Europe et d'y forcer ses partisans au silence en a pris un sérieux coup ».

En mars 2016, la ministre des A.E. suédoise réaffirmait les principes démocratiques fondamentaux, déclarant que le BDS « *est un mouvement de la société civile* », et que « *les gouvernements ne devaient pas s'ingérer dans les opinions d'une organisation de la société civile* ».

Plus de 350 organisations européennes des droits de l'homme, syndicats, groupes religieux et partis politiques, dont certains n'ont pas encore approuvé le BDS, ont fait appel à l'Union européenne pour qu'elle soutienne le droit de boycotter Israël en raison de son occupation et de ses violations des droits des Palestiniens. Des déclarations similaires ont été faites par Amnesty International et Human Rights Watch.

Riya Hassan a ajouté :

« Les attaques d'Israël contre notre mouvement semblent se retourner contre lui, elles ont conduit des gouvernements européens et certaines des plus importantes organisations des droits de l'homme, et des partis politiques, à travers toute l'Europe et le monde, à s'exprimer pour prendre la défense de notre droit à recommander le BDS.

« Dans toute la société civile européenne, il y a une reconnaissance qui se propage rapidement du mouvement BDS en tant que forme légitime d'une défense des droits de l'homme, non violente, populaire, en faveur des droits, stipulés par les Nations-Unies, du peuple palestinien ».

Plus de 23 000 personnes ont signé un appel exhortant les Nations-Unies à prendre des mesures pour soutenir et protéger les droits des défenseurs des droits de l'homme palestiniens, israéliens et internationaux, défenseurs qui mènent une campagne non violente pour les droits des Palestiniens, notamment à travers le mouvement BDS. L'appel sera adressé au Haut-Commissaire des Nations-Unies pour les Droits de l'homme dans les prochains jours.

Hassan d'ajouter : *« Nous sommes extrêmement reconnaissants à chacune de ces 23 000 personnes d'avoir signé notre appel exhortant les Nations-Unies à protéger notre droit à faire campagne pour les droits des Palestiniens, et nous avons plus que jamais l'espoir que la guerre juridique, d'espionnage et de propagande, désespérée d'Israël contre notre mouvement des droits humains finira par échouer ».*

La croissance impressionnante au cours de ces dernières années du soutien au mouvement BDS, dans les grands syndicats, les églises et les fonds de pension, ainsi que parmi les gouvernements étudiants, les associations universitaires et les mouvements antiracistes, les groupes LGBTQ et les artistes à travers le monde, a incité l'establishment israélien à admettre l'impact stratégique du BDS.

Le fait que de grandes entreprises européennes, telles que Veolia, Orange et G4S, aient abandonné, ou annoncé leurs projets de quitter le marché israélien suite à des campagnes BDS est lui aussi particulièrement préoccupant pour Israël.

Les attaques lancées par Israël contre la liberté d'expression et les droits civils en Europe, aux États-Unis et au Canada,

entre autres, ont été considérées par les militants des campagnes BDS comme promouvant un « *environnement menaçant de mauvais traitements, intimidations et répressions ayant toutes les caractéristiques de l'ère du maccarthysme aux États-Unis, et des pires jours du régime d'apartheid en Afrique du Sud* ».

Fatin Al Tamimi, présidente de la Campagne de solidarité Irlande-Palestine, a salué la déclaration du gouvernement. Madame Tamimi a déclaré :

« À un moment où nos amis se font agresser en Grande-Bretagne, en France, aux USA et ailleurs, au moyen d'une législation antidémocratique, il est revigorant que la campagne BDS ait été reconnue par le gouvernement irlandais comme un mouvement légitime et démocratique pour la justice en Palestine. »

« Il est, bien sûr, décevant que le gouvernement ne soutienne pas activement lui-même la campagne BDS, pour l'instant, mais néanmoins, nous allons continuer à faire campagne pour que des sanctions, notamment un embargo sur les armes, soient imposées à Israël, jusqu'à ce qu'il se plie à son droit intentionnel et à ses obligations en matière de droits de l'homme. »

Pour plus d'informations : bdsmovement.net/righttoboycott

<https://bdsmovement.net/2016/briefing-bds-a-legitimate-human-rights-movement-14056>

<https://bdsmovement.net/2016/irish-dutch-join-sweden-right-to-boycott-14143>

Traduction: JPP pour BDS France